

Top: Pourquoi la télévision n'arrive-t-elle à donner qu'une vision caricaturale de la banlieue ?

Luc Bronner : Je ne crois pas qu'on puisse avoir une position aussi tranchée sur la télé. Il existe tout type de reportages, certains sont très négatifs, d'autres positifs. Le dernier en date, qui fait beaucoup de bruit, sur Tremblay-en-France [*Seine-Saint-Denis*], montre effectivement une image assez sombre des quartiers populaires. Mais que dirait-on si la télévision masquait cette partie-là du bilan de Nicolas Sarkozy ? Beaucoup de choses ont été dites sur ce reportage, sauf une : c'est un reportage en "prime time" sur TF1, qui dresse un bilan très critique de la politique du chef de l'Etat en matière de sécurité. Pour moi, cela a un sens politique. Une chaîne qui a été associée à tort ou à raison à l'ascension de Nicolas Sarkozy dresse aujourd'hui un bilan négatif de son action sur un de ses points forts.

Agnès : Les reportages se sont multipliés depuis les émeutes de 2005. Toutefois, on a l'impression que l'image que les jeunes ont des journalistes ne cesse de se détériorer. Avez-vous ce sentiment ?

Luc Bronner : Oui, c'est vrai. Les médias ont une image désastreuse dans les quartiers sensibles. C'est encore plus vrai pour les télévisions que pour les radios et la presse écrite. Cela correspond au sentiment qu'ont les habitants, particulièrement les jeunes, d'être stigmatisés en permanence. Mais je crois que se limiter au problème médiatique serait une erreur. Les médias ne font peut-être pas parfaitement leur travail, c'est vrai, mais c'est toute la société française qui est aujourd'hui en difficulté vis-à-vis de ses quartiers.

Ul : Est-ce que les journalistes vont facilement travailler en banlieue ou est-ce qu'ils considèrent ces zones comme hostiles ? Il y a plusieurs exemples de journalistes agressés, de matériel volé...

Luc Bronner : Il y a probablement une incompréhension des deux côtés. Très peu de rédactions disposent de correspondants ou de journalistes spécialisés qui ont le temps de créer des contacts, des réseaux, et qui peuvent couvrir les banlieues au quotidien, y compris lorsqu'il n'y a pas d'incidents. Cela participe à la distance entre les médias et les quartiers. Comme les journalistes connaissent mal ces territoires, ils y vont probablement avec plus de réticence, plus de crainte. C'est malheureusement parfois justifié. Les équipes de télévision, notamment, sont régulièrement agressées, leur matériel volé.

Nadjar : Est-ce que, selon vous, à Tremblay-en-France, la police a vraiment procédé aux arrestations en avance pour éviter que le reportage de TF1 ne vienne gêner son enquête comme cela a été affirmé ? Si oui, en quoi cela aurait-il pu concrètement être si gênant ? Si non, comment expliquer cette concomitance ? Dans quel but ?

Luc Bronner : Le reportage de TF1, qui s'appuie sur un travail de longue haleine, montre une réalité déplaisante pour le ministère de l'intérieur. Cela a pu conduire les autorités policières à accélérer leur intervention dans ce quartier. Mais les sources policières et judiciaires expliquent que l'enquête sur le trafic de drogue avait été lancée dès octobre 2009. Médiatiquement et politiquement, les autorités policières ont probablement voulu montrer qu'elles ne laissaient pas un territoire aux mains des dealers.

Marseillaise : Les médias ne jouent-ils pas un rôle dans les faits de délinquance dans les banlieues en propageant des stéréotypes que les jeunes finissent par accepter et qui deviennent source de fierté ?

Luc Bronner : Pendant les émeutes de 2005, il avait été reconnu que les médias avaient contribué à une émulation négative entre quartiers. Les émeutiers voulaient gagner la compétition du quartier le plus «chaud» en brûlant plus de voitures que le voisin. C'est incontestable. Mais en même temps, on voit bien que le problème des violences urbaines dépasse largement la seule question médiatique. Pour preuve, depuis 2005, les télévisions ne traitent quasiment plus des voitures brûlées. Or leur nombre n'a pas diminué dans les quartiers sensibles. Cela montre bien que les faits de violence urbaine existent en dehors même du traitement médiatique. C'est la même chose pour les violences sur les policiers : depuis le pic des émeutes de 2005, leur nombre n'est jamais redescendu, alors même que les médias n'en parlent quasiment pas.

Georges : Dans une de vos dernières doubles pages du *Monde*, sur le «supermarché» du deal à Nanterre, j'ai l'impression que vous vous basez beaucoup sur des rapports de police. Pouvez-vous expliquer la nature de votre collaboration avec la police ?

Luc Bronner : Effectivement, cette double page a été réalisée à partir du dossier judiciaire constitué après plusieurs mois d'enquête par un juge d'instruction. Il me permettait de pénétrer un univers totalement fermé à travers des procès-verbaux d'écoutes téléphoniques, d'observations des policiers, de témoignages d'habitants, d'interrogatoires de toxicomanes et des procès-verbaux des personnes poursuivies. Tout cela permettait de raconter le quotidien d'un trafic de cannabis «banal» avec ses guetteurs, ses vendeurs, ses physionomistes chargés de repérer les policiers et ses «nourrices» chargées de stocker la drogue. La question sur la source est très importante. Ce dossier m'a été communiqué par un avocat, et non par la police. J'aurais refusé de donner autant de place à ce sujet si ma source avait été policière, parce que cela aurait pu être assimilé à une forme de promotion des actions policières. En l'occurrence, c'est un avocat d'une des personnes mises en cause qui m'a donné le dossier en m'expliquant qu'il était typique des deals de banlieue. J'ai fait le tour de la plupart des avocats du dossier, qui m'ont confirmé que ce dossier était particulièrement intéressant de leur point de vue. A la fin de mon enquête, j'ai demandé un rendez-vous à la police des Hauts-de-Seine. Ma demande a été refusée, ils n'ont pas souhaité répondre à mes questions.

Ju : Est-ce qu'il n'y a pas également un problème de vocabulaire ? Faut-il parler de «banlieue», de «cités», de «quartiers sensibles» ? Et les «jeunes» ? Qualifier, c'est stigmatiser... Et pourtant, il y a une réalité... Comment faites-vous ?

Luc Bronner : La question du vocabulaire est centrale, mais très compliquée du point de vue journalistique. Parler de la banlieue au singulier est une erreur, cela revient à mettre sur le même plan Clichy-sous-Bois et Neuilly-sur-Seine. Le pluriel est déjà plus adapté. Pour ma part, j'utilise indifféremment les termes «populaire», «sensible» et «difficile», qui rendent compte de la situation de ces territoires. Pour information, le terme «sensible», qui est souvent très contesté, figure dans la loi, puisque les zones urbaines sensibles, qui correspondent aux territoires les plus en difficulté, ont été définies par le gouvernement. C'est plus compliqué sur les «jeunes». On peut vite tomber dans des caricatures en

employant le terme «jeune» de façon générale, alors qu'en phase de violences urbaines par exemple, ce sont généralement des poignées de personnes qui sont actives. On pourrait être tenté par l'utilisation du terme «individu», mais c'est tout aussi délicat parce que c'est un terme policier. Reste «émeutier», mais c'est aussi piégé parce que cela laisse supposer qu'on est systématiquement dans une situation d'émeute alors qu'on est le plus souvent dans une situation de violences urbaines, qui sont moins graves. L'idéal est de rester le plus précis possible en qualifiant les jeunes concernés, en donnant leur nombre et en le comparant à la population globale du quartier. C'est par exemple ce que j'ai essayé de faire sur Tremblay en signalant qu'il y avait une vingtaine de jeunes en situation de rupture grave sur un quartier de 8 000 habitants.

Lion : Les origines sociologiques des journalistes et des rédacteurs en chef pour la plupart «non-issus» des dit «quartiers» est-elle la raison majeure du décalage constaté ?

Luc Bronner : Ça peut y participer. C'est valable pour toutes les institutions qui interviennent dans les quartiers. La France n'a pas encore réussi à diversifier ses élites, qu'elles soient médiatiques, politiques ou intellectuelles. J'ai le sentiment que c'est en train de bouger. Paradoxalement, une des institutions médiatiques les plus en pointe est TF1, qui fait de gros efforts de recrutement, plus avancés par exemple que Frances Télévisions. D'autres expériences comme celles menées par le [Bondy Blog](#) et l'Ecole supérieure de journalisme de Lille permettront peut-être d'améliorer la situation. Cela dit, le travail à faire reste énorme.

Duke : Vous parlez souvent des moments que vous partagez avec les jeunes. En ce sens, votre travail semble souvent s'apparenter à un travail d'ethnographe. Comment faites-vous pour vous faire accepter dans ces quartiers ? Comment parvenez-vous à créer des liens avec ces populations ?

Luc Bronner : Le facteur temps est essentiel. J'ai la chance, en travaillant au *Monde*, de pouvoir consacrer un plein-temps à mon travail dans les quartiers, donc de pouvoir intervenir dans les phases de crise, évidemment, mais aussi dans les périodes calmes, celles où on peut créer des contacts, celles où on peut raconter les banlieues dans leur complexité. Sur Tremblay, par exemple, je suis le quartier populaire de cette ville de Seine-Saint-Denis depuis près d'un an, pour essayer de comprendre son évolution. Je crois que c'est une des pistes pour améliorer les relations entre les médias et les quartiers : éviter les traitements en dents de scie – extrêmes en période de crise, quasiment inexistant le reste du temps – et montrer qu'on s'intéresse à ces territoires sur le long terme. Au fond, ce qui me frappe, ce n'est pas tant le fait qu'il y ait des violences urbaines que le silence de ces quartiers. On connaît en France un niveau élevé de ségrégation sociale et ethnique sans que les habitants protestent réellement. Ou alors par l'abstention. Pour moi, le taux extrêmement élevé de l'abstention aux élections régionales aurait dû être considéré comme un événement plus grave que les émeutes de 2005, parce que plus massif, touchant des centaines de milliers d'adultes, et pas seulement quelques milliers d'émeutiers.

Nawfel : Est-ce que vous rémunérez les jeunes de ces quartiers pour les accrocher ?

Luc Bronner : Non, jamais. D'abord parce que c'est interdit déontologiquement, ensuite parce que cela placerait mon interlocuteur dans une logique de prestation de service. Il

voudrait probablement m'en «donner pour mon argent», avec toutes les dérives possibles, notamment en termes de «bidonnage». C'est donc une ligne que je ne franchirai jamais.

Fanny : Pourquoi faut-il toujours qu'on associe banlieue et ghetto, drogue ou violence ? Jeune journaliste, j'ai proposé à plusieurs rédactions et sociétés de production des sujets sur «l'autre banlieue» (les initiatives positives qui sortent du cadre rap/sport), on me rétorque toujours «qu'il n'y a pas d'actu...». Est-ce le public ou les médias eux-mêmes qui ne veulent voir qu'un seul aspect des choses ?

Luc Bronner : Traditionnellement, les médias s'intéressent d'abord aux trains qui arrivent en retard, selon la formule consacrée. Si l'on observe le traitement médiatique depuis 2005, il y a eu beaucoup de sujets positifs à la télé, à la radio ou en presse écrite. Peut-être même que, par une sorte d'effet de balancier, pour contrebalancer le traitement très sombre des émeutes de 2005, les médias sont-ils d'ailleurs passés à côté de la dégradation des conditions de vie dans les quartiers. J'ajoute qu'il y a une forte incitation gouvernementale à faire du "positif" sur les quartiers, sans doute pour faire passer l'idée que le plan Espoir banlieue de Fadela Amara [*secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville*] et la politique de sécurité de Nicolas Sarkozy sont efficaces.

Duke : La relation n'est-elle toutefois pas une relation d'échange ? Au delà du témoignage que vous livrent les jeunes, n'attendent-ils pas quelque chose en retour ?

Luc Bronner : Oui, évidemment. Mais je dirais comme toutes les sources. Lorsqu'un policier, un magistrat, un chercheur, un élu donne une information, il ne le fait jamais «gratuitement», mais en ayant en tête ses intérêts. Tout mon travail de journaliste est de varier les sources et de tenter de comprendre quels sont les intérêts de mes interlocuteurs. Intérêt de carrière ? Politique ? Militant ? Dans mon travail, je rencontre beaucoup d'habitants dans les quartiers qui témoignent avec l'espoir de faire connaître la situation très difficile dans laquelle ils se trouvent.

Chat modéré par François Béguin